

Le JDD, 22 septembre 2013

La France lance l'offensive contre les géants du Net

NUMÉRIQUE Paris joue les chefs de file en Europe et veut faire émerger sur le Vieux Continent les entreprises de demain

OMNIS ENVERS

La pratique bien connue des habits de l'économie du Web. Le ministre de l'Économie numérique, Fleur Pellerin, réunit mardi sept de ses homologues européens pour un « mini-sommet » avant le Conseil européen des 28 et 29 septembre, en présence de Neelie Kroes, la commissaire chargée des nouvelles technologies. L'objectif est de soumettre l'offensive contre les géants américains du Net symbolisés par Google, Apple, Facebook et Amazon, ainsi comme sous l'égide de la Gafa.

Les enjeux de cette réunion sont multiples. Avec, en premier lieu, celui de la fiscalité : grâce à l'optimisation fiscale, le géant américain n'a payé que 272 millions d'euros d'impôts en France en 2011, contre 830 millions s'ils étaient conformes aux règles, selon un récent rapport de la Fédération française des éditeurs. La nécessité de mieux protéger les données personnelles sera aussi mise sur la table : la « vente des quatre » fait chaque jour son beurre des internautes que les utilisateurs dissimulent sur le Net, sans respecter la vie privée, comme l'a montré l'affaire d'espionnage Prism.

Google modifie son algorithme et des entreprises disparaissent

Le dernier enjeu est, lui, industriel. « L'Europe a lancé la dernière génération de moteurs de recherche de moteurs de recherche, des applications et des réseaux sociaux », raconte un conseiller ministériel. Avec comme conséquence des géants américains hyperpuissants qui se moquent du principe de « neutralité du Net », où tous les acteurs doivent jouer à armes égales. Lorsque Google modifie son algorithme, des dizaines d'entreprises peuvent disparaître du jour au lendemain du moteur de recherche... et voir leur business s'effondrer au profit de ceux développés par le géant de Mountain View. Apple dispose aussi d'un pouvoir de vie et de mort sur les applications qu'il choisit de valider. La star américaine apparaît en a fait les frais en avril, subitement supprimée de l'App Store pour

avoir enfreint le règlement édicté par la marque à la pomme. « On a le sentiment que les États-Unis ont le défilé de siècle, qui contrôlent tout via des ententes illégales, se sont enrichies, rapetissent et l'Europe. Ces puissances nous verront bientôt complétement. Le récent vote de l'indépendance Nokia à Microsoft a signé la dernière hermine de l'Europe numérique... Il faut la reconstruire. »

Un bras de fer avec Bruxelles

Pas question pour le Vieux Continent, France en tête, de laisser passer la troisième génération du Net qui débute. L'objectif est de favoriser l'émergence de figures de poids européennes dans le secteur du Big data (économie générée par les données personnelles), de cloud (stockage des données, dit « dans les nuages ») et des objets connectés. « L'Europe ne doit pas devenir un simple objet de consommation des services numériques développés ailleurs », décrit la contribution française au mini-sommet, que le JDD s'est procurée. Le chef de l'Etat lui-même a fait de ce sujet synonyme de compétitivité et d'emploi, une priorité. François Hollande a piloté cette semaine à l'Élysée, une réunion préparatoire au président de Jean-Marc Ayrault et de six ministres.

En arrière-plan se joue aussi un bras de fer avec la Commission européenne, soupçonnée de manque de fermeté vis-à-vis des géants américains. La France entend faire pression sur Bruxelles avant les élections européennes de 2014. Et ne manquera pas d'être à la soumettre. Fleur Pellerin s'est ainsi prononcée jeudi, dans Libération, pour la création d'une « autorité de régulation européenne dans le numérique, comme cela existe dans l'énergie ou les transports. Bercy a aussi mandaté le Conseil national du numérique, le 8 juillet, pour « formuler des propositions sur le sujet de la neutralité des plateformes » avec l'aide de l'Inspection générale des Finances, dans un courrier dont le JDD est en possession. Tout l'enjeu n'est de savoir si la France réussira à rallier ses voisins européens à cette cause pourtant commune. ■



Les ministres Fleur Pellerin (ministre des PME, de l'Innovation et de l'Économie numérique), Pierre-Henri Maitrot (Économie) et Bernard Méry (Recherche et Innovation).